

Initiatives ministérielles

conflit idéologique, rien de plus. Nous devrions remercier le député d'avoir décrit les choses comme elles sont.

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Merritt): Monsieur le Président, je ne peux faire preuve du même enthousiasme que manifestent certains députés des deux côtés de la Chambre à l'égard de ce projet de loi. Je me sens au contraire un peu découragé. En effet, je rentre à peine d'un voyage en Colombie-Britannique, où les habitants de cette province—de même que ceux de l'Alberta, de Terre-Neuve et d'autres régions du pays où je me suis rendu ces derniers temps—se sentent déprimés. Cette dépression n'est pas reliée à l'économie, bien que le gouvernement soit responsable de la crise que nous traversons, mais est plutôt d'ordre psychologique puisque les gens se demandent ce qui est en train d'advenir de notre pays.

Au cours des dernières élections, on nous a fait certaines promesses. Le gouvernement du jour nous a promis un bel avenir économique. Mais ce sentiment, qui est assez bien reflété dans les derniers sondages, où le gouvernement ne recueille que 14 p. 100 des intentions de vote, soit le taux le plus bas jamais atteint, est tout à fait justifié.

Les personnes à qui j'ai parlé dernièrement, des membres à vie jusqu'à tout récemment du Parti conservateur, m'ont dit qu'elles ne pourraient jamais plus appuyer ce parti qu'elles défendent depuis presque toute leur existence. Ces personnes luttent maintenant contre le parti. Ce sentiment de dépression se compare à celui que ressent une famille qui a perdu tous ses biens dans un incendie. Ces gens ont travaillé toute leur vie pour accumuler un avoir et se retrouvent soudain avec rien.

Ils m'ont parlé de VIA Rail, du fait que notre pays ne correspond plus à la vision qu'en avait le conservateur John A. Macdonald, qui souhaitait que le Canada soit un pays homogène de l'Atlantique au Pacifique. Ils voient ce rêve disparaître alors que le gouvernement supprime des services de VIA Rail et privatise Air Canada.

Hier, certaines des pires craintes du peuple canadien se sont réalisées alors que le gouvernement a entrepris de détruire totalement la Société Radio-Canada. Cette société a évolué au fil des ans et est devenue pour les Canadiens de toutes les régions un facteur de cohésion nationale, une chaîne capable de diffuser des émissions pancanadiennes qui permettent aux Canadiens de la côte

ouest, de la côte est et du Nord, par exemple, de communiquer entre eux.

Depuis six ans, le gouvernement fait disparaître peu à peu ce mode de communication. Que nous propose-t-on aujourd'hui? Encore une mesure déprimante, si j'en crois les personnes avec lesquelles je me suis entretenu. Il y a eu Air Canada, Via Rail, la Société canadienne des postes, et voici maintenant Petro-Canada.

Les Canadiens en sont venus à considérer Petro-Canada comme leur moyen de contraindre à l'honnêteté les pétrolières étrangères qui font peser sur eux leur emprise. Un autre député de mon parti a signalé dans son intervention que, depuis quelque temps, le gouvernement cherchait à faire en sorte que Petro-Canada devienne de plus en plus semblable aux autres sociétés au lieu d'être le chef de file que les Canadiens voulaient.

Depuis environ un mois, j'ai reçu des centaines de lettres de mes électeurs et de Canadiens d'autres régions, lettres dont le double a été envoyé au premier ministre et au ministre chargé de la privatisation. Ces personnes me demandent de me porter à la défense du Canada, de combattre la privatisation de Petro-Canada, dernier bastion des Canadiens qui veulent contrôler leur propre destinée en ce qui concerne le raffinage et la vente au détail des produits pétroliers.

Il est intéressant de jeter un regard sur le passé et de voir ce qui s'est produit, ce qui s'est dit au cours de notre histoire. Des éléments de notre histoire récente valent qu'on s'y attarde. Le ministre responsable de la Privatisation, qui s'est exprimé avec tellement de véhémence ce matin, a fait une déclaration à la Chambre, le 11 décembre 1979, qu'on peut lire à la page 2255 du *hansard* de cette date:

... que seuls des Canadiens remplissant les conditions requises soient autorisés à posséder des actions de Petro-Canada et, je le répète, seuls les Canadiens remplissant les conditions requises puissent acheter des actions ultérieurement sur le marché libre. Je l'ai dit bien souvent, les actions doivent rester entre les mains des Canadiens.

C'est le même ministre qui propose maintenant de céder 25 p. 100 des actions de Petro-Canada à quiconque est intéressé, y compris des intérêts étrangers. Les amendements à l'étude, qui sont proposés par notre parti, visent à faire en sorte que, si le gouvernement tient absolument à privatiser cette société, cette privatisation soit la plus restreinte possible et que le contrôle de la société reste entre les mains de Canadiens, comme l'avait lui-même fait valoir en 1979 le ministre responsable de la Privatisation.

Monsieur le Président, celui-ci n'est toutefois pas le seul à avoir tenu des propos semblables. L'actuel leader